



Trump doit rencontrer le leader nord-coréen dans «trois ou quatre semaines»

Par [James Cogan](#)

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2018

[wsws.org](#) 30 avril 2018

Lors d'un rassemblement de campagne au Michigan hier, le président américain Donald Trump a indiqué qu'il rencontrerait le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un dans les « trois ou quatre prochaines semaines », dans un lieu encore secret. Ses partisans ont scandé « Nobel, Nobel », faisant écho aux appels des élus du parti républicain pour que Trump reçoive le prix de la paix, tout comme Barack Obama en 2009 alors que son administration continuait l'occupation de l'Irak et intensifiait la guerre en Afghanistan.

Trump s'est vanté que les pourparlers entre Kim et le président sud-coréen Moon Jae-in étaient le résultat de sa « force » - c'est-à-dire les menaces imprudentes de son administration de « détruire totalement » la Corée du Nord si elle ne se soumet pas aux exigences américaines et de démanteler ses armes nucléaires.

Après une mise en scène diplomatique au cours de laquelle les dirigeants sud et nord-coréens se sont serrés la main, les États antérieurement hostiles ont signé une « déclaration » s'engageant à la coopération culturelle et économique, à la signature d'un traité de paix officiel pour mettre fin à la guerre de Corée de 1950-1953; et « à une péninsule coréenne dénucléarisée par une dénucléarisation complète ».

Pendant le week-end, le gouvernement sud-coréen et le nouveau secrétaire d'Etat de Trump, l'ancien directeur de la CIA, Mike Pompeo, ont dévoilé les détails de ce qui était ou n'était pas dans l'accord.

Le bureau présidentiel sud-coréen a déclaré hier que la Corée du Nord permettrait aux inspecteurs américains et sud-coréens de vérifier la fermeture de son installation d'essais nucléaires de Punggye-ri, que Kim a annoncée plus tôt ce mois-ci. Kim aurait également dit à Moon Jae-in: « Il n'y a aucune raison pour nous de posséder des armes nucléaires [...] si la confiance mutuelle avec les États-Unis est établie [...] et la fin de la guerre et la non-agression sont promises. »

Début mars, le régime nord-coréen a annoncé sa volonté de tenir des pourparlers de « dénucléarisation ». La collaboration de la Chine dans l'imposition de sanctions sévères aurait fait chuter les exportations du pays de plus de 90 %. Sur le plan militaire, la Corée du Nord ne pouvait espérer vaincre les forces combinées des États-Unis, de la Corée du Sud et d'autres alliés des États-Unis sans l'aide substantielle de la Chine. Si elle venait à utiliser son petit arsenal nucléaire, elle risquerait l'anéantissement.

Privé de tout soutien ouvert chinois, Pyongyang a fait savoir qu'il était prêt à conclure un

accord, à condition que tout arrangement préserve la position et la richesse de sa clique au pouvoir. La situation dans la péninsule coréenne continue néanmoins d'être incertaine.

Pendant le rassemblement du Michigan, Trump a répété ses menaces précédentes de quitter des négociations et revenir à une politique de guerre à moins que les demandes des États-Unis soient satisfaites. « Quoi qu'il arrivera, arrivera », a-t-il déclaré. « Je peux entrer, cela ne marche pas, je pars. »

Hier, Pompeo, qui a été envoyé par Trump à Pyongyang fin mars pour négocier la base d'une éventuelle réunion, a déclaré au correspondant d'*ABC News* Jonathan Karl que la Corée du Nord « comprenait » que les termes américains d'un accord étaient « complets, la dénucléarisation irréversible. » Il a affirmé: « Nous n'allons pas faire de promesses. Nous n'allons pas accepter des mots. Nous allons chercher des actions et des actes. »

Karl a demandé: « Si la diplomatie échoue, y a-t-il une option militaire ? » Pompeo a répondu: « Nous n'allons pas permettre à Kim Jong-un de continuer à menacer l'Amérique. »

Dans un commentaire encore plus inquiétant, John Bolton, conseiller en sécurité nationale de Trump, a déclaré à *Fox News* qu'un « modèle » de dénucléarisation nord-coréenne pourrait être l'accord conclu avec la Libye en décembre 2003. En échange de la destruction des armes chimiques et des composants d'armes nucléaires, les grandes puissances ont rétabli les relations avec le régime libyen de Mouammar Kadhafi.

À peine huit ans plus tard, les États-Unis et l'Europe se sont tournés vers Kadhafi dans le cadre de leurs efforts pour contenir la recrudescence révolutionnaire qui a éclaté en Tunisie et, ce qui les inquiétait le plus, en Égypte. Les puissances impérialistes ont noué des intrigues avec les « rebelles » islamistes et séparatistes pour provoquer la guerre civile en Libye et ont ensuite utilisé les combats pour justifier une attaque aérienne massive contre le régime et l'armée de Kadhafi. Kadhafi a été brutalement assassiné par les rebelles pro-impérialistes en octobre 2011.

Par le passé, le régime nord-coréen a invoqué le sort de la Libye et de Kadhafi pour refuser de se soumettre à la demande des États-Unis d'abandonner son programme d'armement nucléaire.

Bien que des négociations soient en cours, elles pourraient complètement échouer sur la définition de la « dénucléarisation » et d'une « péninsule coréenne dénucléarisée ». La Corée du Nord pourrait, par exemple, continuer à exiger le retrait des moyens militaires américains capables de livrer des armes nucléaires et aussi la fin de l'alliance américano-sud-coréenne.

La perspective de l'effondrement des négociations est annoncée dans le torrent des commentaires dans les sections anti-Trump des médias américains, tels que le *New York Times*. Le chroniqueur du journal, Bret Stephens, a affirmé que l'administration légitimait « quelqu'un qui ne respecte pas les droits de l'homme », en permettant à la Corée du Nord de « trancher entre Séoul et Washington » et qu'il « se laissait embobiner par Pyongyang ».

Affichant ouvertement une préférence pour la guerre et le « changement de régime Stephens a écrit: « Pourtant, le fait que toutes les options soient mauvaises ne fait pas, comme certains le prétendent, des négociations « les moins mauvaises » parmi elles. »

Le gouvernement Trump, en d'autres termes, entame des pourparlers sous une pression

intérieure immense pour adopter la ligne la plus dure possible. Tout accord qui n'implique pas la capitulation totale de la Corée du Nord risque de faire l'objet de critiques acerbes le qualifiant de «trop généreux».

La Chine et la Russie, qui bordent la Corée du Nord et la considèrent comme un tampon militarisé utile contre les forces américaines en Corée du Sud, manifestent leur opposition à tout accord qui mine leurs intérêts stratégiques.

Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Igor Morgulov, a insisté samedi sur le fait que seuls « des pourparlers à six » entre la Russie, la Chine et le Japon, ainsi que les États-Unis et les deux Corées, pourraient résoudre les problèmes des sous-régions. »

Si le gouvernement chinois n'a fait aucune déclaration, les commentateurs chinois se sont opposés à la possibilité, sous-entendue dans la déclaration de la Corée, d'un «traité de paix» signé sans la participation de Beijing. Lu Chao, de l'Académie des sciences sociales du Liaoning, a déclaré au *South China Morning Post* : « D'un point de vue juridique, si un armistice doit devenir un traité de paix, tous les signataires devraient prendre part au processus, ce qui signifie que la Chine devrait être présente aux négociations. »

Après l'annonce du 8 mars selon laquelle Trump était prêt à rencontrer Kim, la Russie et la Chine ont rapidement organisé leurs propres initiatives diplomatiques. Kim a été invité à Beijing pour sa première visite, et le président chinois Xi Jinping a annoncé son intention de visiter Pyongyang « bientôt ». Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, effectuera un voyage de deux jours à Pyongyang les 2 et 3 mai pour discuter des développements. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se rendra en Corée du Nord à une date non précisée.

Ces intrigues diplomatiques et militaires ne feront que s'intensifier.

James Cogan

Article paru en anglais, WSWW, le 30 avril 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [James Cogan](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [James Cogan](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca